

Arrondissement de SAVERNE



VILLE de SAVERNE

---

## **EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

*Séance Ordinaire du 19 février 2018*

*Sous la Présidence* de M. Stéphane LEYENBERGER, Maire

Conseillers élus en fonction : 33

Présents : 26

Absents avec pouvoir : 7

Absents sans pouvoir : 0

---

### **2018-11 RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018**

Le Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB) est obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants et doit se tenir dans les deux mois précédents l'adoption du budget primitif (Art L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ce rapport a pour objet de présenter les orientations proposées par la municipalité parallèlement au travail de préparation budgétaire.

L'article 107 de la loi NOTRe modifie l'article L2313-1 du CGCT relatif à la mise à disposition du public du budget. Ainsi, le budget primitif et le compte administratif doivent, dans le cadre de cette mise à disposition, être accompagnés d'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles permettant aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Sur la base du constat d'exécution du budget de l'année précédente, le Conseil Municipal est notamment appelé à rendre un avis sur les propositions formulées en matière de politique fiscale, de prévision en matière de recettes maîtrisables par la collectivité et de dégager les priorités d'investissement en fonction des capacités financières de la collectivité.

---

### **Le contexte général**

---

Le Rapport d'Orientation Budgétaire s'inscrit dans un contexte politico-économique défini par le législateur dans le cadre de la loi de finances pour ce qui concerne les communes.

## Les éléments de contexte extérieurs :

- L'évolution du PIB est établi à + **1,9 %** pour 2017 et estimé à 2 % pour 2018
- L'inflation 2017 est de + 1 à + 1,2 % selon l'INSEE. A noter que l'évolution du « panier du maire » n'est plus publiée depuis décembre 2015. L'écart avec le taux d'inflation s'élevait en moyenne à + 0,5 %, L'inflation 2018 est prévue entre 1,4 % et 1,5 %
- Le taux de révision des bases de la fiscalité locale est fixé par la loi de finances 2018 à + **0,4 %** pour les taxes foncières et d'habitation.
- Les dotations de l'Etat seront à nouveau en baisse pour 2018 dans le cadre de la politique de résorption du déficit du budget de l'Etat, même si le rythme de réduction a été ralenti. La baisse de 2016 à 2017 s'est élevée à 168 900 € au titre de la part forfaitaire, **soit – 15,4%** à la suite d'une réduction de - 22 % entre 2016 et 2015.

La notification 2018 est attendue pour mi-mars. D'après la loi de finances 2018, il ne devrait pas y avoir de contribution supplémentaire au redressement des finances publiques en 2018.

D'après les estimations calculées selon les dispositions arrêtées à ce jour, la perte de DGF évoluerait comme suit :

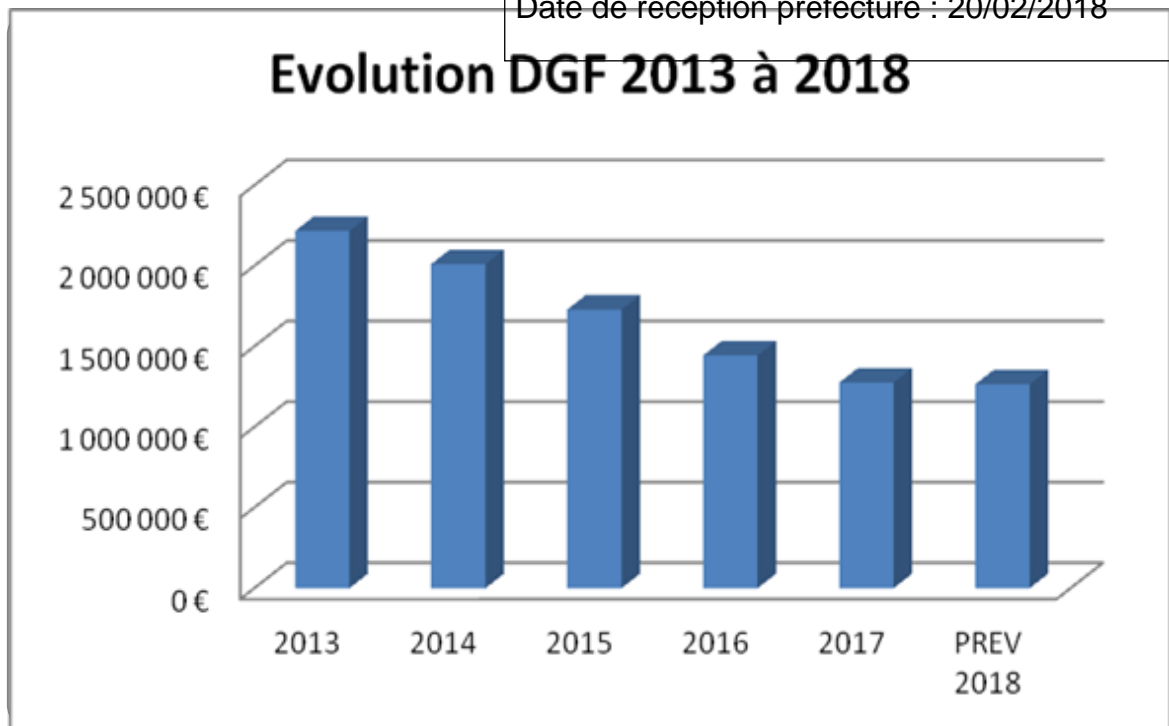
FORFAITAIRE						
2013	2014	2015	2016	2017	PREV 2018	DIFF 18/17
1 918 890 €	1 721 364 €	1 408 724 €	1 094 154 €	900 666 €	876 734 €	<b>-23 932 €</b>

DSU						
2013	2014	2015	2016	2017	PREV 2018	DIFF 18/17
77 029 €	77 029 €	77 029 €	77 029 €	91 082 €	98 109 €	<b>7 027 €</b>

BOURG CENTRE						
2013	2014	2015	2016	2017	PREV 2018	DIFF 18/17
192 838 €	187 263 €	220 310 €	247 791 €	261 105 €	267 767 €	<b>6 662 €</b>

PEREQUATION						
2013	2014	2015	2016	2017	PREV 2018	DIFF 18/17
27 601 €	24 800 €	22 357 €	25 167 €	22 650 €	22 650 €	<b>0 €</b>

TOTAL						
2013	2014	2015	2016	2017	PREV 2018	DIFF 18/17
2 216 358 €	2 010 456 €	1 728 420 €	1 444 141 €	1 275 503 €	1 265 260 €	<b>-10 243 €</b>



Compte tenu de l'incertitude des estimations, une provision sera prévue au stade du budget primitif.

Pour Saverne, les objectifs à atteindre dans le cadre du budget primitif 2018 seront :

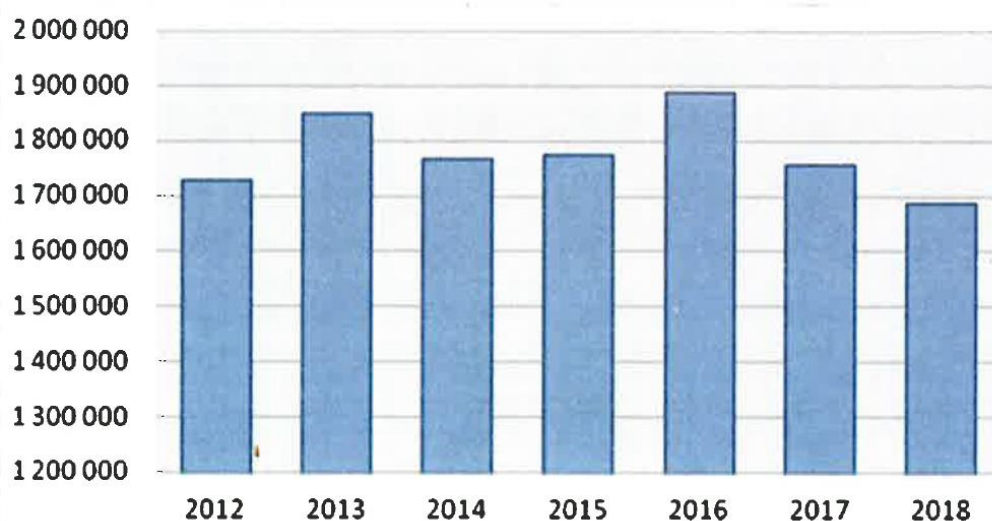
- ✓ de garantir le remboursement de la dette et **poursuivre le désendettement**,
- ✓ de maintenir avec des **moyens révisés et redéployés**, le niveau de service public rendu tout en respectant les engagements pris au niveau de la fiscalité,
- ✓ **de poursuivre un programme pluriannuel d'investissements** ayant pour priorités des travaux d'entretien du patrimoine viaire et bâti, le développement d'aires de jeux, la poursuite du programme AD'AP, les mises aux normes obligatoires (voirie, écoles, équipements sportifs et culturels, bâtiments historiques),
- ✓ **de travailler sur un projet de restructuration urbaine et de réhabilitation des quartiers Zorn et de la rue des clés**, aux côtés notamment de la Communauté de communes du pays de Saverne, du Conseil Départemental et de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

#### Garantir le remboursement de la dette et poursuivre le désendettement.

La capacité à rembourser la dette se mesure par l'épargne brute qui doit permettre de couvrir l'annuité de la dette en capital. Le remboursement de l'annuité de la dette est actuellement garanti.

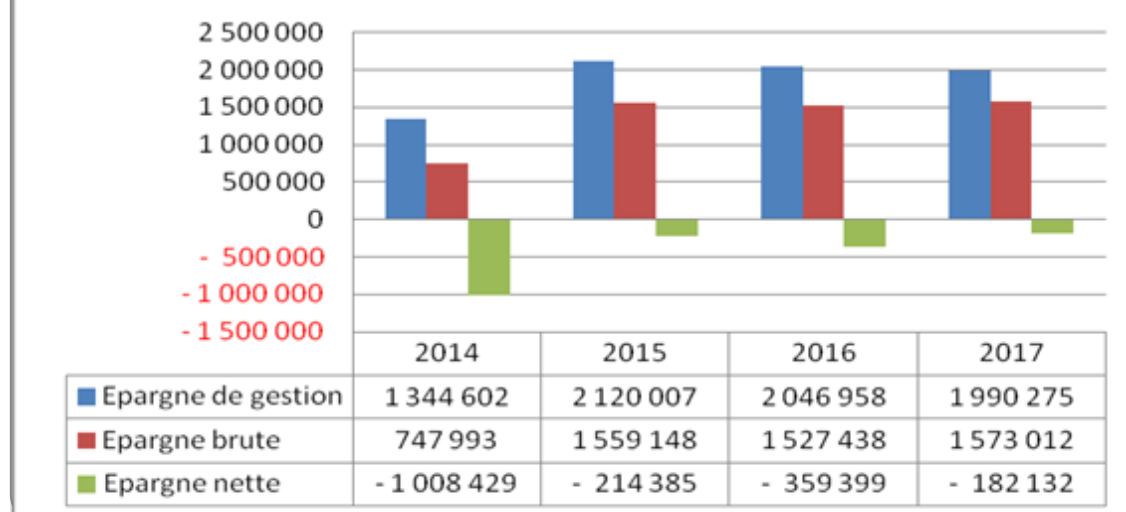
L'encours de la dette continue de baisser.

## Annuité de la dette au 31/12



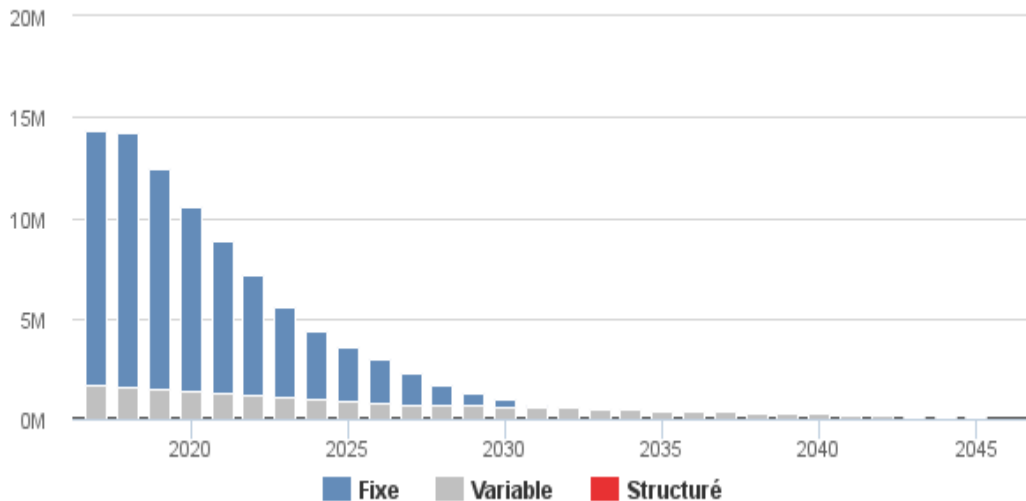
L'épargne de gestion se stabilise. La capacité nette d'autofinancement s'améliore mais reste négative en 2017.

## Evolution des épargnes



Conformément aux engagements pris en cas de recette exceptionnelle, le produit attendu de la vente de la maison sis 14 rue des Sources, soit 120.000 €, sera consacré à la réduction de l'encours de la dette et le recours à l'emprunt sera limité, en fonction des derniers arbitrages, à 800 000 € pour 2018.

Evolution annuelle de l'encours



La Ville de Saverne est également investie dans une opération de renégociation de la dette. Cette renégociation n'a pas abouti entièrement sur l'exercice 2017 et doit se poursuivre en 2018.

**Maintenir avec des moyens révisés, le niveau de service public rendu tout en respectant les engagements pris au niveau de la fiscalité**

La contraction des recettes externes et un niveau de dépenses contraintes élevé ont conduit la Municipalité à proposer des mesures de restrictions budgétaires tant au niveau du fonctionnement que de l'investissement afin de préserver la capacité d'investir.

Ces mesures concernent les frais de fonctionnement courants, et notamment les frais de personnel mais également les engagements externes à l'égard des associations et autres partenaires.

La priorité demeure la préservation du service rendu aux Savernois.

Ces mesures seront détaillées lors de l'approbation du budget primitif.

**Poursuivre un programme pluriannuel d'investissements**

Depuis quatre exercices un projet pluriannuel d'investissements a été élaboré et couvre l'ensemble des domaines d'intervention de la commune.

Sa déclinaison annuelle fait l'objet d'arbitrages de la municipalité pour une traduction dans les différents programmes d'investissement.

Pour 2018, les principaux points sont retracés ci-dessous (rubrique investissements).

**LES EVOLUTIONS PREVISIONNELLES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**A. Les recettes.**

## 1. Les produits des services.

La recette 2017 s'est élevée à 1 896 630,52 € par rapport à 1 868 930 € en 2016.

Le montant de la prévision 2018 sera fixé au niveau du réalisé 2017.

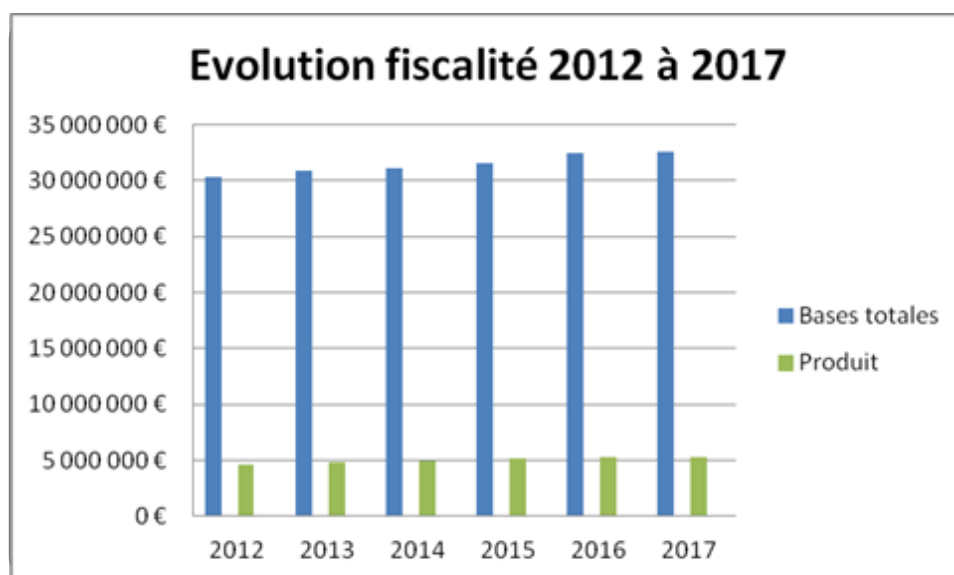
## 2. Les impôts et taxes.

Ce chapitre a représenté une recette de 9 451 653 € en 2017 par rapport à 9 452 034,53 € en 2016.

Les explications concernant cette évolution ont été détaillées au stade du compte administratif.

L'évolution des bases et du produit se déclinent comme suit depuis 2012 :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Bases totales</b>	30 339 000 €	30 903 000 €	31 111 000 €	31 538 800 €	32 460 922 €	32 630 100 €
		1,86 %	0,67 %	1,38 %	2,92 %	0,52 %
<b>Produit</b>	4 599 000 €	4 804 000 €	4 941 000 €	5 148 876 €	5 280 753 €	5 304 537 €
		4,46 %	2,85 %	4,21 %	2,56 %	0,45 %



Pour ce qui concerne les taxes ménages, la loi de finances pour 2018 a fixé à **0,4 %** l'évolution forfaitaire des bases. La suppression partielle de la taxe d'habitation annoncée devrait être compensée sur les bases de 2017. Si les recettes issues de la fiscalité devraient être strictement compensées avec la suppression partielle de la taxe d'habitation, les produits issus de l'évolution des bases restent incertains.

L'application de cette révision **permet d'espérer un produit supplémentaire de : 43 323 €** en appliquant un correctif sur l'évolution des bases relatives à la taxe d'habitation de 0,2 % au lieu des 0,4 % annoncés.

En effet, cela permet d'anticiper les effets de la réforme de la taxe d'habitation dont la compensation interviendra sur ce qui a été perçu en 2017.

Enfin, la taxation des logements vacants a généré un produit supplémentaire de 60 833 € en 2017 contre 98 787 € en 2016. Les produits 2017 ont été impactés par 5 255 € d'exonérations et un nouvel effet pourrait être visible en 2018.

Depuis 2014, la Municipalité a proposé de limiter l'évolution de la fiscalité au niveau du taux au taux d'inflation dit du « panier du maire », indice publié par l'association des Maires de France. Cet indice n'est plus publié depuis fin 2015.

On sait néanmoins que l'inflation de base est estimée dans une fourchette de 1 à 1,2 %. Même si le « panier du maire » était supérieur en moyenne d'environ un demi-point à l'inflation classique, il est proposé pour 2018 de s'en tenir à l'inflation indiquée par l'INSEE.

Au vu de ces éléments le projet de budget 2018 sera proposé avec un **ajustement des taux de l'ordre de 1 %**.

Dans ce cas de figure (hors impact de la baisse du produit THLV) le produit attendu de la fiscalité augmenterait de 96 500 €.

**L'attribution de compensation** de la Communauté de communes prenant en compte le transfert des charges de personnel des deux services communs créés au 1<sup>er</sup> Janvier 2015 vers la Communauté de communes est budgétée à titre prévisionnel au niveau de **2 682 845 € en 2018**. En effet, la Communauté de communes prend en 2018 la compétence Service départemental d'incendie et de secours (SDIS). La Ville ne doit plus prévoir le versement dans ses charges 2018 et le reversement de fiscalité au titre de l'attribution de compensation est revu dans des proportions équivalentes. L'impact est donc budgétairement neutre

**La taxe sur l'électricité, les emplacements publicitaires et les droits de stationnement** seront prévus en fonction du réalisé 2017, assorti d'une marge de prudence.

Une prévision identique à celle de 2017 sera proposée pour **la taxe sur les droits de mutation**.

### **3. Les dotations et participations**

L'information principale du projet de loi de finances 2018 quant aux dotations est qu'il n'est pas prévu de contribution supplémentaire au redressement des finances publiques en 2018.

L'écêtement appliqué sur la dotation forfaitaire des communes a pour but le financement de l'abondement des enveloppes de péréquation (Dotation de Solidarité Urbaine DSU, Dotation de Solidarité Rurale DSR et Dotation Nationale de Péréquation DNP). L'abondement décidé dans la loi de finances de 2018 correspond à la moitié de l'abondement 2017. Dans la simulation pour le budget 2018, l'écêtement de 2018 est ainsi obtenu de la même manière, c'est-à-dire en divisant par deux celui de 2017 (cf. données ci-dessus).

Au stade des présentes, le projet de budget ne tiendra pas compte du versement d'une dotation de solidarité de la nouvelle Communauté de communes (119 078 € en 2017).

#### **4. Les produits de gestion courante**

La recette s'est élevée pour ce chapitre à 225 784,24 € en 2017 par rapport à 295 709 € en 2016.

La prévision pour 2018 sera fixée à 162 060 €. En effet, au terme de son bail emphytéotique, l'entreprise Éfins-LEM devient propriétaire de son bâtiment et ne verse donc plus de location.

#### **B. Les dépenses**

##### **1. Les charges à caractère général (chap 011)**

La dépense 2017 s'est élevée à 3 085 479 € par rapport à 3 025 559 € en 2016 soit une **augmentation de 1,98 %** qui trouve une grande partie de son explication dans l'augmentation des charges de fluides liées à un hiver 2017 rigoureux en début d'année.

La prévision 2018 sera de l'ordre de 3 285 000 € à ce stade, en dehors des besoins nécessaires pour l'OPAH-RU.

En effet, la Communauté de communes est en passe de signer avec les partenaires concernés une convention d'OPAH (Opération programmée d'amélioration de l'habitat) à Saverne. Les études préliminaires ont déjà été réalisées (Cabinet Urbam) et démontrent en particulier la fragilité des quartiers Zorn et de la rue des Clés.

La Ville de Saverne souhaite s'engager dès 2018 sur un volet complémentaire RU (rénovation urbaine) et ORI (Opération de restauration immobilière) ambitieux, comprenant au besoin un plan d'acquisition et de destruction de certains immeubles. Cette stratégie est en cours de discussion avec les partenaires du Conseil Départemental 67, l'Etablissement Public Foncier et les services compétents de la DRAC (ABF, Monuments historiques). L'équipe municipale a clairement donné priorité au développement de cette politique. La lutte contre le mal logement et la requalification urbaine des secteurs concentrant l'habitat dégradé et vacant sont un enjeu réel et vital pour la Ville et le bassin de vie.

En vue de sa dimension stratégique, technique et juridique, cette mission nécessite un accompagnement qui se fera soit par le recours à un cabinet spécialisé, soit par le recrutement d'un chargé de mission (qui serait financé partiellement par l'ANAH) en étroite collaboration avec la Communauté de communes. Pour la Ville de Saverne, outre l'accompagnement, cette opération aura des incidences complémentaires puisqu'il faudra recourir à l'assistance à maîtrise d'ouvrage sur la protection du patrimoine en lien avec les monuments historiques.

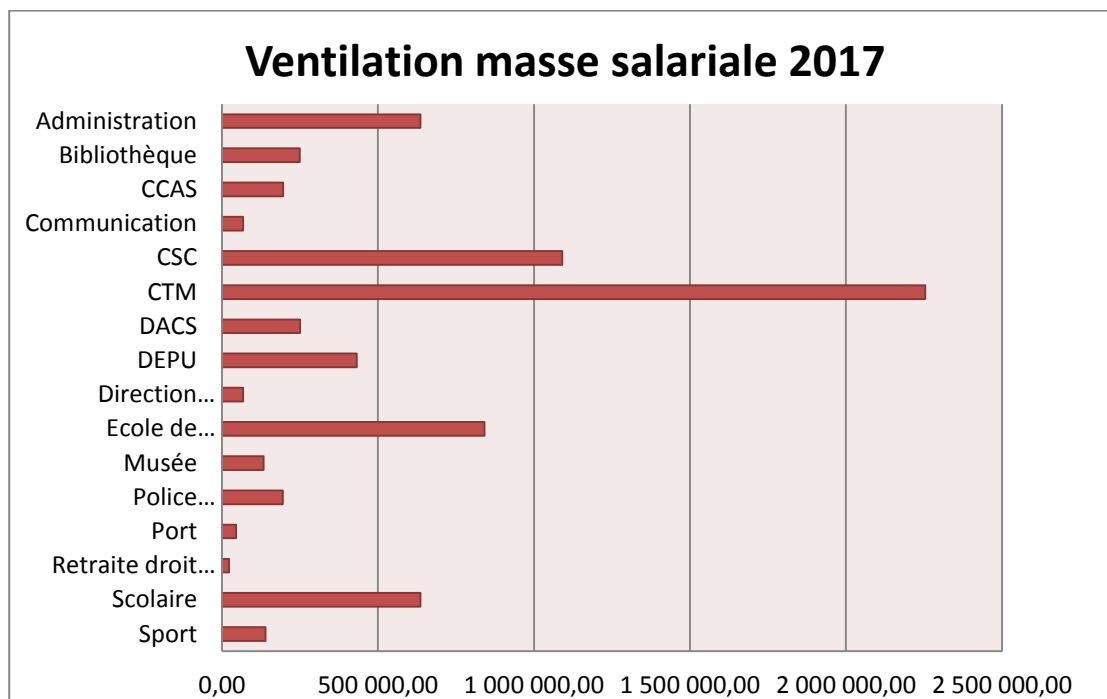
Au stade de la rédaction du débat d'orientation budgétaire les implications budgétaires ne sont pas encore toutes tranchées.

##### **2. Les charges de personnel**

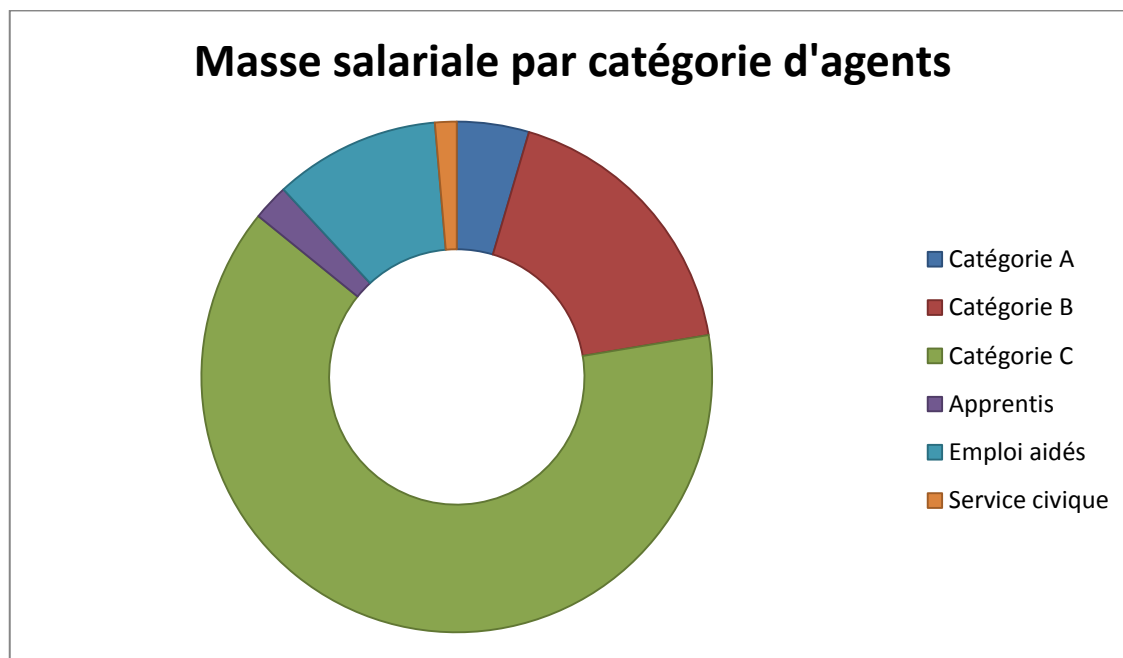


Les données principales concernant l'évolution de la masse salariale et sa structure se déclinent comme suit :

- Par affectation :



- Par catégorie :



- Par nature de dépenses principales :

Traitement de base	325 7953
NBI, supplément familial	62 939

Heures supplémentaires et complémentaires	82 626
Indemnités	687 263
Prime de fin d'année	271 496
<b>CHARGES</b>	
Solidarité Autonomie	22 699
Urssaf et FNAL	1 343 868
Assedic	57 997
Ircantec	76 803
CNRACL (retraite base)	1 290 774
CDC	28 479
ATIACL	12 328
RAFP (retraite sur RI)	55 936
CDG	63 063
CNFPT	35 977
Remboursement sur rémunération du personnel	53 232

Le tableau suivant présente l'évolution de la masse salariale depuis 2014 et récapitule les recettes directes rattachées à la masse salariale permettant d'apprécier son évolution nette ainsi que la prévision pour 2018 :

	2014	2015	2 016	2017	2018
<b>REALISE/ESTIME</b>	7 786 055 €	7 287 429 €	7 342 000 €	7 214 975 €	7 114 332 €
Part frais de personnel mutualisé	- €	440 432 €	400 537 €	422 761 €	420 000 €
Refacturation informatique CCRS	24 842 €	17 077 €	16 552 €	17 000 €	17 000 €
Frais directs budget Ville + personnel mutualisé	7 810 897 €	7 744 938 €	7 759 089 €	7 654 736 €	7 551 332 €
<b>Nombre d'agents rémunérés</b>	262	250	252	223 Hors vacataires	
<b>ETP au 31/12 budget général (y/c contrats aidés)</b>	211,2	200,2	201,9	189 ,48	
<b>RECETTES</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2 016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
6419 - Indemnités journalières	120 240 €	36 346 €	23 531 €	35 000 €	35 000 €
Contrats aidés	67 697 €	48 360 €	179 572 €	187 200 €	95 334 €
Mise à dispo (EM/Botanique)	56 580 €	25 851 €	28 448 €	50 400 €	51 900€
Remboursement frais	46 176 €	48 360 €	46 650 €	13 544 €	

DGS par CCRS					0 €
QPV Bibliothèque et bibliothèque de rue (2015 et 2016)	- €	13 986 €	14 000 €	14 000 €	14 000 €
QPV Coordination (CV, PRE)	- €	12 129 €	41 000 €	41 000 €	41 000 €
QPV PRE	- €	4 599 €	38 200 €	38 200 €	38 200 €
QPV animation CLSPD	- €	- €	6 960 €	6 960 €	6 960 €
Poste animation de rue (CAF)	11 900 €	10 776 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Poste Jeunesse (CD)	60 553 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
CLAS (CAF)	30 611 €	29 400 €	28 000 €	28 000 €	30 200 €
Poste Famille	25 480 €	29 400 €	28 000 €	33 000 €	33 000 €
Recette convention services partagés lissés suite à rattrapage	710 121 €	636 371 €	589 779 €	646 817 €	657 817 €
Refacturation CCAS et Port				247 259 €	267 439 €
Total recettes rattachées	1 129 358 €	955 578 €	1 149 140 €	1 411 380 €	1 340 850 €

<b>MASSE SALARIALE NETTE</b>	<b>6 968 660 €</b>	<b>6 984 595 €</b>	<b>6 806 937 €</b>	<b>6 243 356 €</b>	<b>6 210 482 €</b>
------------------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

Pour la lisibilité des données, ne sont retracées dans ce tableau que les recettes externes directes affectées.

*Si on note une baisse sensible de la masse salariale nette entre 2016 et 2017, il convient d'en préciser la nature par les éléments suivants :*

- *Le transfert du DGS à la CCPS à compter du 01<sup>er</sup> avril 2018*
- *La baisse de la cotisation relative à l'assurance statutaire : 105 000 € en 2016, 65 000 € en 2017*
- *Le non remplacement d'agents ayant fait valoir leur droit à la retraite : 110 000 €*
- *L'inscription à partir de 2017 des recettes liées à la refacturation entre le CCAS, le Port et la Ville, ville qui par ailleurs verse une subvention de fonctionnement à ces deux structures.*

### 3. Les charges de gestion courante.

Elles ont représenté un volume de dépenses de 1 445 566,03 € en 2017 par rapport à 1 472 210 € en 2016.

Les subventions aux associations représentent 43 % de ce chapitre (628 504,57 € versés en 2017).

Un crédit de 660.000 € sera prévu pour cet objet au budget 2018.

La contribution au SDIS a représenté 433 453 € en 2017. Cette dépense transférée à l'intercommunalité en 2018.

#### 4. Les charges financières.

417 263,15 € ont été consacrés au service de l'intérêt de la dette en 2017.

Pour 2018, la prévision s'établit à 370 000 €.

\*\*\*\*\*

### Les orientations du programme d'investissement

#### Le contexte général

Le Débat d'Orientation Budgétaire a également pour objet de définir les priorités de la ville en matière d'investissements.

Les orientations résultent également de la capacité d'autofinancement et de l'objectif général de réduction du poids de la dette.

Dans cette perspective, la construction du budget 2018 prendra en compte la recette exceptionnelle liée à la vente de la maison sise 14 rue des sources pour un montant de 120 000 €.

Cette affectation permettra de limiter le recours à l'emprunt à 800 000 €.

En fonction de ces considérations, la Municipalité propose de retenir les priorités décrites ci-dessous.

Il convient de rappeler en préliminaire qu'un montant de **542 567 €** de dépenses d'investissement engagées mais non mandatées au 31 décembre 2017 est reporté sur l'exercice 2018.

Les reports font également apparaître 726 263,71 € **de recettes d'investissement** non recouvrées au 31 décembre 2017.

De manière générale, le niveau prévisionnel de dépenses d'investissements **tient compte de la capacité de la commune à en autofinancer une partie l'épargne dégagée en fonctionnement**, le reversement FCTVA ou l'obtention de subventions extérieures.

Pour l'exercice 2018, la commune souhaite accélérer le processus de désendettement en réduisant une deuxième année consécutive le recours à l'emprunt. Cela est rendu possible grâce à un excédent cumulé de la section de fonctionnement redevenu confortable fin 2017 permettant un virement plus important à la section d'investissement.

Compte tenu de ce contexte, les principes proposés pour les orientations d'investissement seront l'entretien et la modernisation du patrimoine, la poursuite des mises aux normes et le programme AD'AP.

Certains travaux ou acquisitions sont liées à l'obtention de subventions.  
Ils ne seront réalisés qu'à cette condition.

### Poursuivre un programme de rénovation des voiries et de l'éclairage public

Le programme des rénovations des voiries 2018 est estimé à environ 340 000 € TTC et 75 000 € d'éclairage public. Une commission des travaux sera consacrée aux détails du programme.

Ces montants seront ajustés en fonction du résultat de la consultation des entreprises.

### **Maintenir en état et moderniser le patrimoine communal**

Seront ainsi programmés (interventions supérieures à 10 000 € TTC) :

- la mise en place d'aires de jeux,
  - aire de jeux des Sources à côté du city stade réalisé en 2017
  - aire de jeux aquatique sur l'emprise des anciennes serres Morère
- la sécurisation du château du Haut-Barr
- la réalisation de la 3<sup>e</sup> phase de la rénovation de l'Auberge de jeunesse avec la modernisation de la cuisine
- la modernisation de salle Marie Antoinette, y compris la climatisation
- la poursuite du programme de modernisation intérieure de la Bibliothèque
- la mise aux normes de plusieurs chaufferies
- la réalisation de la quatrième phase du programme AD'AP

Le programme de vidéosurveillance sera poursuivi au niveau des abords du château des Rohan, du Centre Technique Municipal et du Port de Plaisance.

### **Poursuivre le remplacement régulier des matériels affectés aux services communaux**

Au titre de cette orientation, il est notamment proposé de :

- renouveler une partie du parc informatique pour les services et les écoles (environ 50 000 € TTC).
- poursuivre le renouvellement d'une partie du parc automobile et de matériel du CTM et notamment l'élévateur, une benne et un nouveau véhicule (99 400 €).

### **Poursuivre le développement du Port de Plaisance – rachat de l'aire d'accueil de camping-car**

L'exploitation du Port de Plaisance de Saverne a été concédée à la Ville par Voies Navigables de France en 2013. A l'issue d'une procédure de Délégation de service public infructueuse, l'exploitation de l'équipement est assurée en régie directe par la Ville de Saverne depuis 2014. Un budget annexe est dédié au Port de Plaisance depuis l'exercice 2016.

Une enveloppe de travaux de l'ordre de 48 000 € HT est prévue à cet effet au budget 2018. Elle comprend notamment :

- la deuxième phase des bornes
- l'acquisition d'un chalet et local de rangement
- la mise en place du WIFI sur le Port
- une action de mise en sécurité (barrières, gilets de sécurité, rampe PMR)
- un aménagement paysager urbain lié à la gestion des déchets.

Parallèlement à ces travaux d'aménagement, la Ville de Saverne a déposé fin 2017 un dossier de reconnaissance au label de qualité environnementale exemplaire « PAVILLON BLEU ».

Certaines dépenses ne seront réalisées qu'en cas d'obtention de subventions externes.

Après résiliation du contrat de Délégation de service public en 2014 par défaut de financement de l'investissement sur l'aire d'accueil de camping-car située rue du Zornhoff, un dispositif d'autorisation d'occupation du domaine public avec constitution de droits réels a été mis en place en mars 2015.

La société preneuse a démarré un plan d'investissement avec mise en place d'une borne automatisée et barrière levante automatique. Celle-ci ne souhaitant plus poursuivre son activité, la Ville de Saverne a décidé de reprendre courant 2018, l'exploitation de cette aire en régie.

\*\*\*\*\*

**La Commission des Finances, puis le Conseil Municipal ont débattu de ces propositions.**

**Délibération transmise au  
contrôle de légalité le  
20 février 2018**

**Le Maire  
Stéphane LEYENBERGER**